

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Convergences des luttes : écoles, chercheurs,
enseignants

Le 19 mars, un levier pour faire céder le gouvernement

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 14 mars 2009

Démocratie & Socialisme

Depuis plus d'un mois, les universités sont en grève. Le 2 février, les universitaires, connus pour leur faible capacité à se mobiliser, ont décrété la grève des enseignements et de leurs fonctions administratives. Ils ont ensuite été rejoints par les étudiants et, plus faiblement, par les personnels.

Cette mobilisation, spectaculaire tant par sa rapidité que par son ampleur, met à mal le gouvernement qui croyait, jusque-là, avoir réussi le plus difficile, c'est-à-dire à mettre en place « l'autonomie des universités » sans que l'opinion publique ne réagisse. Si au départ, cette lutte a semblé n'être qu'un mouvement de grogne ponctuel sur un simple décret d'application, en réalité le malaise est beaucoup plus profond. Il se fonde en effet à la fois sur un rejet de la politique de mépris des universitaires, sur un refus de la mise en concurrence des universités et, plus généralement, sur un front de la jeunesse contre la politique présidentielle. Au fond, comme s'il s'agissait d'une réplique simultanée du mouvement des chercheurs de 2004, des rassemblements anti-Sarkozy de mai 2007 et de la lutte pour l'abrogation de la LRU l'an passé.

Universitaires méprisés

En 2004, la création de *Sauvons La Recherche* avait marqué le ras-le-bol généralisé des chercheurs qui s'estimaient, à juste titre, oubliés par le gouvernement.

Peu à peu, les universitaires avaient laissé leurs conditions de travail se dégrader sans réagir. Passer une thèse, en particulier dans les sciences humaines et sociales, est devenu une véritable gageure. Une fois, la thèse passée, il faut passer par des post-doctorats, sas de précarité devenu indispensable avant de pouvoir espérer être un jour maître de conférences. Et la situation des maîtres de conférences n'est pas mieux : salaire peu intéressant, multiplication des tâches non rémunérées, heures complémentaires...

Bref, à toutes les étapes de leurs carrières, les universitaires sont méprisés. La mobilisation de 2004 avait permis l'amorce d'un débat public sur cette question. Mais cela n'avait débouché que sur le Pacte pour la Recherche (voté en catimini pendant la mobilisation contre le CPE) qui allait à l'encontre exact des préconisations des États Généraux de Grenoble. Depuis 2006 donc, la colère montait peu à peu jusqu'à exploser lorsque Valérie Pécresse a souhaité moduler le nombre d'heures d'enseignements en fonction de la « qualité » de la recherche, sous le prétexte que certains ne travailleraient pas réellement...

« L'université n'est pas une entreprise ! »

La LRU, et plus généralement, l'ensemble des réformes depuis le LMD, cherche à imposer une culture d'entreprise au sein de l'université. Les universités doivent se concurrencer pour attirer les « meilleurs enseignants » afin de former « les meilleurs étudiants ». Elles doivent améliorer leur image de marque en mettant en avant leurs recherches les plus exploitables rapidement et leurs capacités à se faire financer par des entreprises. Cette culture s'oppose radicalement à ce qui a toujours fondé l'université basée, comme le montre Vincent Descombes (1), sur une culture de débat et de collégialité.

La LRU est donc en décalage complet avec ce qu'est l'université. Ce qui entraîne inévitablement un refus grandissant de la communauté universitaire.

Front de refus

Les rapports de Nicolas Sarkozy avec la jeunesse ne sont pas apaisés, c'est le moins que l'on puisse dire ! Dès le soir de son élection, des jeunes se sont réunis dans les rues pour crier leurs inquiétudes.

Depuis la rentrée 2007, chaque semestre a été l'occasion pour les étudiants ou pour les lycéens de descendre dans la rue afin de contester les politiques néfastes de ce gouvernement, tant la casse de l'éducation, de la maternelle au supérieur, que la politique d'immigration ou de cadeaux aux plus riches. Jamais sans doute, un président n'a été perçu par la jeunesse comme autant en décalage avec ses aspirations. Jamais sans doute, les jeunes n'ont tant exigé du gouvernement une remise en cause totale de sa politique.

Cette conjonction de trois colères contre le gouvernement a entraîné une mobilisation inattendue qui ne s'éteindra pas avec un recul partiel de Valérie Pécresse.

Comme en Guadeloupe, les premières négociations montrent que le gouvernement ne veut surtout pas céder, craignant une trainée de poudre dans les autres secteurs.

La journée du 19 mars apparaît pour tous, étudiants, universitaires et personnels, comme un point d'appui majeur pour obliger le gouvernement à revoir de fond en comble sa politique universitaire !

Mathias Tessier